

Des primes pour le chauffage au bois en Wallonie

par Didier Marchal

ValBiom asbl¹

Dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz, la Région wallonne gère un « Fonds Energie » destiné à dynamiser le recours à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux sources d'énergies renouvelables. Pour l'année 2004, 13 millions d'euros ont été dégagés sous la forme de primes. Certaines d'entre elles concernent directement le bois.

■ CONTEXTE

La politique énergétique du Gouvernement wallon a été définie en tenant compte de toute une série de contraintes extérieures, que ce soit au niveau européen ou à l'échelle nationale. Dans le cadre du **Protocole de Kyoto**, l'Union européenne s'est engagée à réduire globalement ses émissions de gaz à effet de serre de 8% à l'horizon 2010, par rapport au niveau de 1990. La Belgique, quant à elle, s'est engagée pour une réduction de 7,5%. La répartition de cet effort entre les 3 régions (Bruxelles-Capitale, Flandre et Wallonie) était toujours en phase de négociation fin janvier 2004...

La politique wallonne en matière d'énergie est détaillée dans un Plan, le Plan pour la Maîtrise Durable de l'Energie. Ce dernier a été adopté par le Gouvernement wallon en sa séance du 18 décembre 2003. Il contribue concrètement à rencontrer les objectifs du Plan Fédéral Climat, qui permet à la Belgique de ratifier le protocole de Kyoto.

Un des moyens pour atteindre les objectifs de la Wallonie en matière d'énergies renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie est de proposer des mesures incitatives pour le public.



■ DES PRIMES, POUR QUI ?

Depuis le 1^{er} janvier 2004, la Région wallonne a mis en place un système de primes « énergie ». Elles s'adressent d'une part aux ménages wallons (17 types de primes) et d'autre part aux entreprises, associations et autorités publiques wallonnes (13 types de primes). Elles résultent de l'application de l'Arrêté Ministériel du 10 décembre 2003 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie (Moniteur belge du 18 décembre 2003).

¹ ValBiom – Chaussée de Namur, 146 – B-5030 Gembloux - marchal@cra.wallonie.be

Pour les **ménages**, ces primes couvrent quatre catégories :

- électroménager performant ;
- haute isolation de l'habitation ;
- chauffage performant ;
- audit énergétique.

Parmi ces 17 primes, 2 sont spécifiquement liées au bois. Elles concernent d'une part les chaudières automatiques au bois et d'autre part les poêles de masse.

Le principe de fonctionnement d'un système de **chauffage central au bois** est identique aux systèmes fonctionnant avec des combustibles fossiles : une chaudière centrale chauffe de l'eau qui elle-même alimente un circuit sur lequel sont raccordés des radiateurs. L'alimentation se fait de façon régulière grâce à un système de vis sans fin qui amène le combustible (bois déchiqueté ou granulés de bois) du silo vers la chambre de combustion. L'intervention de l'utilisateur peut donc se réduire à faire périodiquement le « plein » du silo d'alimentation.



Photo: D. Marchal

Vis d'extraction pour alimenter une chaudière automatique à plaquettes.

Le montant de la prime est de 1.500 euros par chaudière, pour autant que les caractéristiques techniques suivantes soient respectées :

- être mono-combustible bois et satisfaire à la norme européenne EN 12809 (chaudières domestiques à combustible solide destinées à être implantées dans le volume habitable – Puissance calorifique nominale inférieure ou égale à 50 kW – Exigences et méthodes d'essai) ;
- être à chargement automatique ;
- disposer d'un rendement égal ou supérieur à 60%, conformément aux exigences de rendement reprises sous la norme EN 303-5 (Chaudières de chauffage – Partie 5 : Chaudières spéciales pour combustibles solides, à chargement manuel et automatique, puissance utile inférieure ou égale à 300 kW – Définitions, exigences, essais et marquage) ;
- les travaux doivent être réalisés par un entrepreneur enregistré.

Il est intéressant de noter qu'une réduction fiscale de 15% du montant d'installation d'une chaudière au bois (avec un plafond de 600 euros) est également octroyée à certaines conditions.

Les **poêles de masse** présentent une masse importante. Ils sont généralement construits ou assemblés sur place. Leur principe de fonctionnement est simple : la chaleur générée par un feu vif (de quelques heures) s'accumule dans les éléments en maçonnerie et est restituée de manière progressive, essentiellement par rayonnement.

Le montant de la prime est de 1.500 euros par poêle de masse, pour autant que les critères suivants soient respectés :

- fonctionner avec du combustible bois uniquement ;
- être d'une masse minimum de 1.000 kg ;
- transmettre la chaleur par rayonnement ;
- disposer d'un rendement supérieur ou égal à 80% selon la norme EN 13240 (Poêles à combustible solide – Exigences et méthodes d'essai) ;
- les travaux doivent être réalisés par un entrepreneur enregistré.

Ces primes ont pour objectif de promouvoir l'utilisation du bois comme combustible pour des appareils de chauffage performants. On peut néanmoins s'interroger sur les points suivants. D'une part, le rendement minimum requis pour les chaudières automatiques est de 60%, alors que la plupart des systèmes automatiques modernes présentent un rendement supérieur à 80%... D'autre part, en ce qui concerne les appareils individuels, seuls les poêles de masse sont visés. Il est vrai que leur prix est assez élevé, mais d'autres types d'appareils, tels que les poêles à granulés, auraient également pu bénéficier de ces primes. Ces derniers présentent en effet des rendements très élevés et apportent un confort de chauffe tout à fait acceptable.

Enfin, il est important de signaler qu'en cas de grand succès de ces primes, la Région wallonne publiera un avis annonçant la prochaine expiration des primes dans le Moniteur Belge, dans les médias et sur le site portail de l'énergie en Région wallonne. Un délai d'au moins 2 semaines sera prévu entre la date de publication au Moniteur et la date ultime de validité des factures.

En ce qui concerne les **entreprises, associations et autorités publiques wallonnes**, les primes sont réparties en trois catégories :

- chauffage / chaleur ;
- électricité ;
- logements sociaux.

Aucune de ces primes ne fait clairement référence au bois. On peut néanmoins identifier la prime « **Micro-cogénération ou cogénération de qualité** » comme relevant potentiellement de ce domaine. Par « cogénération », on entend la production combinée de chaleur et d'électricité. Le combustible utilisé peut être constitué de biomasse (bois, effluents d'élevage, ...) ou de substances fossiles (fuel, gaz, ...).

Le montant de la prime correspond à 20% du montant de la facture hors TVA, avec toutefois un maximum de 15.000 euros par installation. Les conditions techniques sont énoncées comme suit :

- l'installation doit générer un taux minimum de 10% d'économie de CO₂ par rapport aux émissions de CO₂ des productions séparées des mêmes quantités de chaleur et d'électricité dans des installations modernes de référence dont les rendements annuels d'exploitation sont définis et publiés annuellement par la CWAPE (Commission wallonne pour l'Energie). La chaleur prise en compte est la chaleur utile, c'est-à-dire celle qui est effectivement utilisée pour des besoins de chaleur hors processus de cogénération ;
- l'installation doit être raccordée au réseau électrique.

On notera que d'autres types de primes (hors primes « Energie 2004 ») sont également disponibles. Il s'agit notamment des subsides **UREBA** (Utilisation Rationnelle de l'Energie dans les Bâtiments) destinés aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Ce mécanisme vise donc les bâtiments des communes, des CPAS, des provinces et des organismes non commerciaux (les écoles, les hôpitaux, les piscines, ...). Des aides financières peuvent être sollicitées dans les domaines suivants : comptabilité énergétique d'un bâtiment, audit énergétique, étude de pré-faisabilité (notamment pour l'implantation d'une chaufferie au bois ou d'une cogénération), installation d'une cogénération de qualité et recours aux sources d'énergies renouvelables dans le cas d'une construction neuve ou d'un bâtiment à rénover, ... Un mode d'emploi précis de l'Arrêté UREBA peut être obtenu par l'intermédiaire du site portail de l'énergie en Région wallonne.

On le constate aisément, des possibilités d'aides pour développer le recours aux énergies renouvelables (dont le bois, bien entendu) sont disponibles. C'est un premier pas pour aider la Belgique à rencontrer les objectifs de Kyoto et pour accroître quelque peu notre indépendance énergétique...

■ DOCUMENTS CONSULTÉS

AUBERT C. [1999]. Poêles, inserts et autres chauffages au bois : les nouveaux matériels performants et économes. Mens, Terre vivante, 101 p.

CABINET DU MINISTRE JOSÉ DARAS [2003]. Plan pour la Maîtrise durable de l'énergie, à l'horizon 2010 en Wallonie. Namur, Cabinet du Ministre José Daras et Direction Générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie, 126 p. + annexes.

■ INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Des informations complémentaires concernant la totalité des primes « énergie » et les modalités pratiques d'introduction des demandes sont disponibles sur le site portail de l'énergie en Région wallonne : <http://energie.wallonie.be>.

Les informations publiées par la CWAPE sont disponibles sur le site : <http://www.cwape.be>.

En ce qui concerne les possibilités de réduction fiscale, le site du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie peut être consulté : <http://mineco.fgov.be>. ■